



LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES
INVESTISSEMENTS DU CANADA

**PLAN D'ENTREPRISE
SOMMAIRE
2013-2017**

et

**BUDGET DES
INVESTISSEMENTS 2013**

Décembre 2012



PLAN D'ENTREPRISE
TABLE DES MATIÈRES

1.0	RÉSUMÉ.....	3
2.0	MANDAT ET RÔLE FUTUR.....	5
2.1	Gouvernance d'entreprise	5
3.0	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	7
4.0	RÉALISATIONS DE LA SOCIÉTÉ	8
4.1	Évaluation des résultats de l'exercice précédent	8
4.2	Analyse du milieu d'affaires externe	9
5.0	OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR LA PÉRIODE DE 2013 A 2017	11
5.1	Société de gestion Canada Hibernia.....	11
5.2	Corporation d'investissement GEN du Canada.....	12
5.3	Canada Eldor Inc.....	12
5.4	Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État	13
5.5	Risques et atténuation des risques.....	13
6.0	SECTION FINANCIÈRE.....	15
6.1	IFRS.....	15
6.2	Aperçu financier pour 2012.....	15
6.3	Rapports financiers trimestriels	15
6.4	Principales hypothèses des prévisions financières	15
6.5	Budget des investissements.....	17

Tableau 1 – Bilan pro forma de la situation financière

Tableau 2 – État pro forma des flux de trésorerie

Tableau 3 – État pro forma des variations des capitaux propres

Tableau 4 – État pro forma du résultat global

Tableau 5 – Tableau pro forma des activités

Annexe A – Organigramme et conseil d'administration

Annexe B – Plan d'entreprise sommaire de la Société de gestion Canada Hibernia pour la période de 2013 à 2017

1.0 RÉSUMÉ

QUI NOUS SOMMES

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « société » ou la « CDIC ») a été constituée en société en 1982 conformément aux dispositions de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et elle appartient en totalité à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La CDIC est une société d'État mandataire visée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. La CDIC rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Finances.

CE QUE NOUS FAISONS

La CDIC a toujours eu pour rôle de veiller à ce que les intérêts du gouvernement dont elle a la garde soient gérés dans une perspective commerciale. À ce jour, la CDIC a assuré la gestion et la vente d'une quinzaine de sociétés pour le compte du gouvernement, ce qui représente un produit total de plus de trois milliards de dollars. La CDIC gère la participation du gouvernement du Canada dans le champ pétrolifère Hibernia, les actions privilégiées et ordinaires dans General Motors ("GM") et les obligations de Canada Eldor Inc. ("CEI").

De plus, la CDIC continue d'obtenir, pour le compte du ministre des Finances, des mandats relatifs à l'examen de la gestion des actifs du gouvernement du Canada en faisant l'analyse financière, juridique et technique de ces actifs pour assurer une utilisation des ressources efficiente, efficace et centrée sur les priorités. La CDIC maintient l'habileté de se dessaisir de ses actifs actuels et d'acquérir ou de se dessaisir de toute autre participation gouvernementale à la demande du ministre des Finances.

ACTIVITÉS RÉCENTES

La CDIC a été active dans le programme d'examen des actifs du Gouvernement du Canada ("PEA"). Le gouvernement a récemment demandé à la CDIC d'agir à titre de mandataire pour faciliter la vente d'une autre société d'état non détenue par la CDIC. La CDIC a récemment entamé le processus de préparation au dessaisissement de cet actif.

La Société de gestion Canada Hibernia ("SGCH") continue d'être prête au dessaisissement de sa participation dans le projet Hibernia en temps opportun. CEI continue de gérer les obligations découlant des activités antérieures d'Eldorado nucléaire, dont les actifs ont été fusionnés à ceux de la Saskatchewan Mining and Development Corporation en 1988 pour former Corporation Cameco. Au cours du premier trimestre de 2012, la CDIC a finalisé au coût de 14 millions de dollars le règlement avec Cameco relativement aux obligations visant l'élimination des déchets historiques accumulés. CEI est maintenant déchargée de sa responsabilité à l'égard des coûts relatifs aux déchets radioactifs des raffineries de Port Hope et de Blind River. CEI continue de payer les coûts futurs relatifs au déclassement de l'ancien site minier et les prestations de retraite de certains anciens employés.

La CDIC, conformément à ses obligations sous la Loi sur la gestion des finances publiques, a tenu son assemblée publique annuelle le 20 juillet 2012 à St John's, NL.

PRÉVISIONS QUINQUENNALES

Les avoirs de la CDIC dans GM sont prêts à la vente en temps opportun. Le moment et la forme précise que prendra toute transaction seront déterminés par la conjoncture du moment. La CDIC prévoit que GM rachètera les actions privilégiées de catégorie A d'une valeur de 16 millions en décembre 2014, bien qu'elle n'y soit pas tenue. Dans l'intervalle, la CDIC s'attend à continuer de toucher des dividendes de 9 % sur ces actions privilégiées.

La SGCH a été créée en mars 1993 aux seules fins de détenir, gérer, administrer et opérer la quote part de 8.5% acquise suite au retrait de la société Gulf Canada du projet Hibernia. Les deux principaux objectifs de la SGCH sont : (1) de gérer son investissement dans le projet de développement du champ pétrolifère Hibernia afin d'en maximiser le rendement, tout en s'assurant de rencontrer les obligations financières et autres liées à cet investissement; et (2) de s'assurer que l'investissement dans le projet Hibernia soit prêt pour un dessaisissement en temps opportun. Des renseignements additionnels détaillés sont contenus à l'annexe "B".

CEI s'attend à participer et à faire des représentations à une audition de la Commission canadienne de sûreté nucléaire du Canada au cours de l'année 2013 à propos du site Beaverlodge. CEI continuera d'effectuer les paiements des frais de gestion relatifs au site minier Beaverlodge à Cameco ainsi que les paiements des prestations de retraite des anciens employés.

Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État se poursuit et la CDIC conservera sa capacité de gestion pour être en mesure d'exercer les rôles et les tâches que lui confiera le ministre des Finances. La CDIC a réuni plusieurs experts conseils afin de compléter et soutenir l'équipe de gestion dans ses rôles et responsabilités. Ce faisant, la CDIC peut se concentrer sur ses fonctions premières qui sont d'élaborer, en collaboration avec le personnel du ministère des Finances, des énoncés des travaux précis, de mener un processus rigoureux et équitable de sélection des experts conseils, de gérer les relations avec les experts conseils et les gestionnaires des avoirs faisant l'objet de l'examen, et de veiller à ce que des rapports éclairants soient produits en temps opportun et servent de fondement rigoureux aux décisions du gouvernement.

Tel que demandé par le ministre des Finances, nous avons démarré, à titre de mandataire, le processus de préparation pour le dessaisissement d'un ou de plusieurs actifs du gouvernement. Ce processus implique, par le biais d'un concours, l'identification et l'embauche d'une firme de conseillers financiers ainsi que des conseillers juridiques et autres experts-conseils. La CDIC s'attend à entreprendre au cours des troisièmes et quatrième trimestres de 2012 et en 2013, pour le premier mandat, un processus par phase qui inclus l'évaluation et l'embauche de conseillers financiers et de conseillers juridiques, l'évaluation des conseils et des recommandations reçus des conseillers financiers relativement à un processus de vente, la supervision du processus de vente y inclus l'évaluation des soumissions et, si requis, l'aide à la clôture de la transaction. A chaque étape, une décision gouvernementale sera requise pour procéder à l'étape suivante. La CDIC prodigue également des conseils au gouvernement relativement aux engagements et aux recommandations relatifs à ces dessaisissements.

2.0 MANDAT ET RÔLE FUTUR

Les statuts constitutifs de la CDIC lui confèrent un vaste mandat. La CDIC a été constituée en société pour agir comme outil commercial de placement gouvernemental dans des titres de participation et gérer les avoirs commerciaux du gouvernement. La CDIC a comme objectif principal d'exercer toutes ses activités au mieux des intérêts du Canada, dans une perspective commerciale.

Au mois de novembre 2007, le ministre des Finances a écrit au président du conseil d'administration pour l'informer que la CDIC « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent à ses capacités, tout en conservant la capacité de se déssaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

2.1 Gouvernance d'entreprise

La gestion de la CDIC est assurée par une équipe établie à Toronto et dirigée par le vice-président exécutif, qui travaille en étroite collaboration avec des conseillers, un avocat ainsi qu'avec les membres du conseil d'administration et ceux de la direction des filiales de la CDIC en vue d'assurer la bonne marche de la société et de ses filiales. Au total, la CDIC compte cinq employés à temps plein et un contrôleur contractuel. La SGCH a une direction distincte expérimentée dans l'industrie pétrolière installée à Calgary. La firme Rothschild Inc. a été embauchée à titre d'expert-conseil pour gérer les investissements faits dans GM. En outre, des conseillers sont embauchés pour les projets liés à l'examen de la gestion des biens de l'État et pour les mandats de dessaisissements. Un de nos conseillers juridiques externes agit également comme secrétaire général de la CDIC.

La CDIC fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Finances. Le conseil d'administration surveille et supervise les activités et les affaires de la corporation. A l'heure actuelle le conseil d'administration est composé du président et de cinq autres administrateurs. Les statuts constitutifs prévoient un maximum de dix administrateurs. L'annexe "A" présente l'organigramme de la corporation et la liste actuelle des membres du conseil d'administration et des dirigeants de la CDIC.

Aucun des administrateurs de la société n'est un employé de la CDIC ou de ses filiales. Le conseil s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des états financiers de la société par l'intermédiaire de son comité de vérification. Le taux de participation aux réunions du conseil et des comités est remarquable, et chaque administrateur consacre un temps raisonnable, hors des réunions du conseil d'administration, à la gouvernance de la corporation.

Le comité de mise en candidature et de gouvernance examine les pratiques de la CDIC en matière de gouvernance dans le but d'y apporter continuellement des améliorations et de répondre à de nouveaux besoins. Le comité prête en outre son concours lorsqu'il s'agit d'établir la composition et la structure du conseil d'administration et de recommander au gouverneur en conseil des candidats aux postes de membre et de président du conseil d'administration. La CDIC continuera de suivre attentivement l'évolution des directives en matière de gouvernance et des pratiques exemplaires du secteur public, et elle changera au besoin ses propres pratiques de gouvernance.

Les bonnes communications avec le gouvernement et le public s'effectuent par le biais du plan d'entreprise et le sommaire du plan d'entreprise approuvés par le conseil d'administration, le rapport annuel, les rapports trimestriels intérimaires, le site web corporatif et l'assemblée publique annuelle. De plus des réunions ponctuelles avec le ministre des Finances et des fonctionnaires du gouvernement du Canada ont lieu de temps à autre au besoin.

3.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

La CDIC a été constituée en société en 1982. La CDIC a pour rôle de s'assurer que les intérêts du gouvernement sont gérés dans une perspective commerciale et qu'il en soit plus efficacement rendu compte. Au fil des ans, la CDIC a reçu du ministre des Finances la responsabilité de détenir, de gérer ou de se dessaisir de plusieurs actifs du gouvernement. Les dessaisissements depuis 1984 ont rapporté au gouvernement plus de trois milliards de dollars.

En 2008, à la demande du ministre, la CDIC a constitué en société une nouvelle filiale, PPP Canada Inc. (« PPP »); elle lui a accordé un prêt de départ et a assuré ses services de gestion. Le 8 mai 2008, PPP est devenu une société d'État mère. Par conséquent, même si la CDIC en est toujours l'unique actionnaire, PPP ne relève plus d'elle et doit rendre compte directement au parlement par l'entremise du ministre des Finances.

En 2009, en application des directives du gouverneur en conseil, la CDIC a créé une nouvelle filiale, la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »), pour que celle-ci détienne et gère les placements en actions dans GM pour le compte du gouvernement du Canada.

En novembre 2010, GM a procédé à un premier appel public à l'épargne (PAPE), à la suite duquel elle a vendu 20 % des actions ordinaires qu'elle détenait dans GM et en a tiré un produit net de 1,2 milliard de dollars.

La participation du gouvernement dans Chrysler Group LLC, acquise par la CDIC suite à une directive du gouverneur en conseil, a été vendue pour 132 millions de dollars en 2011.

4.0 RÉALISATIONS DE LA SOCIÉTÉ

4.1 Évaluation des résultats de l'exercice précédent

De la comparaison entre les réalisations de la CDIC en 2012 et les objectifs énoncés dans son plan d'entreprise pour la période allant de 2012 à 2016, il ressort ce qui suit.

Corporation de développement des investissements du Canada et Corporation GEN du Canada

Objectifs en 2012

- a) Gérer les investissements dans la SGCH;
- b) Gérer les investissements dans GM;
- c) Continuer de gérer les parties du programme d'examen de la gestion des biens de l'État qui lui sont assignées; et
- d) Gérer d'autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prête à assurer la gestion et le dessaisissement de tout autre actif du gouvernement qui lui serait soumis dans une perspective commerciale.

Réalisations en 2012

- a) La CDIC a continué de gérer, à titre d'actionnaire, la participation détenue par la SGCH dans Hibernia. On estime à 119 millions de dollars le dividende qui sera versé par la SGCH à la CDIC pour l'exercice 2012.
- b) La CDIC a continué de gérer la participation qu'elle détient dans les actions ordinaires et les actions privilégiées de GM. À ce jour en 2012, aucune action ordinaire de GM n'a été vendue. La valeur des 140 millions d'actions que la CDIC détient a augmenté, passant de 2,9 milliards de dollars au 31 décembre 2011 à environ 3,1 milliards de dollars au 30 septembre 2012, calculée en fonction d'un cours de l'action de 23.00 \$ US (où 1.00 \$ US = 0.9837 \$ CAN). La CDIC retient toujours les services de conseillers juridiques et financiers pour gérer la stratégie de dessaisissement et pour rester en mesure de saisir toute occasion de vente, ainsi que pour négocier tout aspect procédural d'une vente éventuelle avec les parties intéressées, y compris GM et les autres intervenants majeurs. En 2012, GEN s'attend à recevoir 36 millions de dollars US (36 millions de dollars canadiens) en dividendes sur les actions privilégiées de GM.
- c) La CDIC a travaillé sur des projets dans le cadre du programme d'examen de la gestion des biens de l'État en 2012. Au nombre des tâches effectuées figurent les suivantes: établir les énoncés des travaux, lancer les demandes d'offres de services, choisir et retenir les services des conseillers externes, collaborer avec les experts conseils et les gestionnaires de l'entité examinée, surveiller le travail des experts conseils et réviser le rapport final avec le ministère des Finances.
- d) Au cours du troisième trimestre de 2012, la CDIC, à titre de mandataire du gouvernement, a initié le processus de dessaisissement d'une société d'état.

Canada Eldor Inc.

a) *Port Hope – Dépôt de déchets Welcome et dépôt de déchets Port Granby*

Objectif en 2012

Contrôler et partager les coûts reliés à l'élimination des déchets historiques accumulés conformément aux dispositions du contrat d'achat et de vente signé avec Cameco Corporation.

Réalizations en 2012

Au cours du premier trimestre de 2012, CEI a complété au coût de 14 millions de dollars le règlement avec Cameco Corporation relativement aux obligations visant l'élimination de déchets historiques accumulés dans la région de Port Hope. Le paiement provient d'un déboursé du Fonds Consolidé du Revenu (FCR). CEI est maintenant déchargée de sa responsabilité à l'égard des coûts relatifs aux déchets radioactifs des raffineries selon les termes de l'accord d'achat et de vente de 1988.

b) *Le site minier Beaverlodge*

Objectif en 2012

Rembourser à Cameco les coûts de déclassement de la mine, conformément aux dispositions du contrat d'achat et de vente.

Réalizations en 2012

Cameco a continué de surveiller et de gérer le site Beaverlodge et à fournir à CEI des factures mensuelles des frais engagés. CEI a acquitté ces factures après les avoir examinées. Les paiements à Cameco pour 2012 sont estimés à 2,4 millions de dollars.

c) *Retraités d'Eldorado*

Objectif en 2012

Continuer à gérer et à financer le régime d'avantages sociaux des retraités, lequel est administré par Cameco pour le compte de CEI.

Réalizations en 2012

CEI estime avoir à verser environ 200 000 dollars au cours de l'année au titre des réclamations et des cotisations au régime d'avantages sociaux des retraités.

4.2 Analyse du milieu d'affaires externe

La gestion continue des actifs de la CDIC sera assujettie aux conditions du marché qui touchent la société ou l'investissement en cause.

La charge de travail de la CDIC est difficile à prévoir car elle dépend de façon importante des demandes du ministre des Finances relatives au programme d'examen de la gestion des biens de l'état.

Les prix mondiaux du pétrole brut, et plus particulièrement celui du pétrole brut de référence Brent, le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, le programme des investissements, les frais d'exploitation et la performance du réservoir sont tous des éléments qui agissent sur le rendement de la SGCH. Toutefois, compte tenu de la structure de coûts relativement faible du projet Hibernia, les fluctuations de prix prévues n'influent pas sur la viabilité du projet.

Les variations du taux de change ont une incidence sur les actions privilégiées de GM qui appartiennent à GEN. Les actions ne peuvent être rachetées par GM avant décembre 2014. La juste valeur prévue au 31 décembre 2012 tient compte du fait que les actions doivent être rachetées en 2014 au prix de 25 \$ US l'action, et la valeur actuelle intègre une prime calculée en fonction d'un rendement de 9 % qui est plus élevé que les taux du marché pour des instruments financiers semblables. Si ce taux change varie de façon matérielle, il en sera de même pour la juste valeur. La fluctuation des prix du marché et les changements dans le taux de change USA/CAN ont une incidence sur la valeur des actions ordinaires de GM.

Les obligations financières de la CEI pourraient être touchées par les modifications réglementaires apportées plus particulièrement par la Commission canadienne de sûreté nucléaire et le gouvernement de la Saskatchewan.

5.0 OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR LA PÉRIODE DE 2013 A 2017

La Corporation de développement des investissements du Canada

Les principaux objectifs de la CDIC découlent de son mandat qui est de gérer les intérêts commerciaux du gouvernement qui lui sont confiés dans une perspective commerciale. Les principaux enjeux de la CDIC pour 2013 et les années subséquentes sont les suivants :

- Gérer les intérêts dans le champ pétrolifère Hibernia par le biais de la filiale SGCH et s'assurer que cet actif soit disponible à la vente lorsque le gouvernement le jugera opportun;
- Gérer, par le biais de GEN, les intérêts dans GM dans une perspective commerciale et s'assurer que ces avoirs soient disponible à la vente lorsque le marché et les autres conditions seront propices à une telle vente;
- Gérer les processus de dessaisissement d'actifs du gouvernement lorsque requis par le ministre des Finances. En 2012, la CDIC a débuté le processus d'évaluation et de mise en vente d'un actif corporatif du gouvernement. Cet effort se poursuivra en 2013 selon une approche par phase y inclus la préparation de conseils financiers relatifs à la faisabilité et aux conditions inhérentes à une vente, la gestion du processus de vente et la finalisation d'une vente. La CDIC demeure disponible pour effectuer d'autres mandats de dessaisissement.
- Gérer, par le biais de CEI, les obligations restantes de Canada Eldor Inc. qui incluent les coûts de rétablissement du site minier et le financement du régime d'avantages sociaux des retraités;
- Poursuivre l'implication dans le programme d'examen des biens de l'état selon les besoins du ministère des Finances;
- Gérer les activités de façon à maintenir la disponibilité et l'habileté de la CDIC à assumer ses tâches de façon efficace. Ceci inclus l'embauche d'experts conseils et de conseillers externes pour gérer des projets spécialisés et de courte durée;
- Demeurer disponible et prêts pour entreprendre toute tâche future requise par le gouvernement compte tenu des aptitudes et de l'expertise de la corporation.

La section 6.4 décrit les principales hypothèses financières sous-jacentes aux tableaux inclus à ce plan d'entreprise.

5.1 Société de gestion Canada Hibernia

L'annexe "B" présente les renseignements détaillés relatifs aux objectifs et aux stratégies de la SGCH. La CDIC assiste la SGCH au besoin relativement à toutes activités qui pourraient être requises pour que l'investissement dans le projet Hibernia soit disponible au dessaisissement lorsqu'une décision à cet effet sera prise par le gouvernement.

5.2 Corporation d'investissement GEN du Canada

GEN détient environ 9 % des actions ordinaires de GM et des actions privilégiées de catégorie A à dividende cumulatif d'une valeur de 402 millions de dollars américains (6 % de la totalité de ces actions).

Le mandat de la CDIC est de nature purement commerciale. Par conséquent, la société GEN prendra les mesures nécessaires pour céder sa participation dans GM de façon à obtenir le rendement maximal de l'investissement. GEN possède toutes les approbations requises du gouverneur en conseil pour effectuer la vente des actions de GM. Advenant des conditions de marché propices à la vente, GEN pourrait ou non vendre en partie ou en totalité ses intérêts dans GM au cours de la période de planification.

Toutefois, GEN maintient sa capacité de saisir des occasions de vente considérées comme acceptables.

Compte tenu de l'incertitude des marchés et du moment de la vente, GEN n'a prévu aucune vente des actions ordinaires de GM dans ses prévisions budgétaires pro forma pour la période de planification.

5.3 Canada Eldor Inc.

Suite au règlement afférent aux obligations visant l'élimination de déchets historiques accumulés à Port Hope avec Cameco en 2012, il ne reste que deux obligations à la CEI : les obligations et les coûts reliés à la réhabilitation de la mine d'uranium désaffectée d'Eldorado Nuclear dans le nord de la Saskatchewan; et les coûts relatifs au régime d'avantages sociaux des anciens employés. La CEI est aussi partie défenderesse à un recours collectif datant de plusieurs années dans le canton de Deloro en Ontario.

5.3.1 CEI - Remise en état des lieux (Beaverlodge Lake, Saskatchewan)

Beaverlodge est un ancien site d'extraction d'uranium où a cessé toute production avant que les éléments d'actif d'Eldorado ne soient vendus à Cameco. Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI doit assumer tous les coûts associés au déclassement de ce site qui a été cédé à Cameco au moment de la vente. Cameco est chargée de la surveillance et de la gestion de ce site, et CEI rembourse à Cameco les coûts réels engagés à cette fin, plus des frais de gestion de 15 %. CEI a constitué une provision à cet égard fondée sur les estimations fournies par Cameco.

En 2013, Cameco, qui est responsable des travaux de remise en état du site pour le compte de CEI, a l'intention de faire des représentations auprès de la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Lors de cette présentation, Cameco a l'intention de proposer certaines options de redressement. Le but de cette évaluation est d'esquisser pour la Commission les étapes requises pour l'attribution d'une licence qui permettrait à la CEI de transférer certaines propriétés qui relèvent de sa responsabilité à la Province de Saskatchewan. CEI continuera d'évaluer les efforts du personnel de Cameco dans la gestion de ce processus. CEI a engagé des experts-conseils indépendants pour l'aider à surveiller la performance de Cameco dans l'exécution du contrat.

5.3.2 CEI - Retraités d'Eldorado – Prestations de retraite

Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI est responsable de la gestion du régime d'avantages sociaux de tous les employés d'Eldorado et d'Eldor qui ont pris leur retraite avant octobre 1988. Ces avantages sociaux comprennent les prestations d'assurance-vie, les prestations d'assurance maladie et les prestations d'assurance dentaire. Au 30 septembre 2012, 219 anciens employés bénéficiaient de ce régime, qui est géré par Cameco.

5.4 Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État

Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État se poursuit et la CDIC conservera sa capacité de gestion pour être en mesure d'assumer les rôles que lui confiera le ministre des Finances. La CDIC se concentre sur ses fonctions premières qui sont d'identifier des experts conseils compte tenu des mandats et des projets, d'élaborer des énoncés de travaux et des demandes d'offres de services pour des travaux précis, d'évaluer les offres de service, et de gérer les projets d'examens. La CDIC a en place les effectifs pour ce faire et retient aussi les services d'experts spécialisés afin d'augmenter ses moyens.

5.5 Risques et atténuation des risques

La CDIC et ses filiales sont exposées à certains risques. Les risques de la SGCH sont décrits en détail dans son Plan d'entreprise sommaire (voir l'annexe B).

CEI est exposée à des obligations considérables, tel qu'il a été mentionné précédemment. Cette exposition au risque a été réduite au cours de 2012 suite au règlement du litige relatif aux déchets historiques accumulés de Port Hope, Ontario. CEI possède des liquidités et des placements à court terme d'environ 4 millions de dollars et un fonds de 26 millions de dollars déposé au Trésor du Canada. On ne sait pas si ces fonds sont des réserves suffisantes au vu des obligations qui pourraient découler de l'entente de 1988 dont celles qui ont trait à la remise en état des lieux et aux prestations de retraite des anciens employés et des autres poursuites auxquelles CEI est partie.

Les obligations et le passif relatifs au site Beaverlodge sont présentement estimés à 11 millions de dollars. Cependant les travaux de réhabilitation de la mine requis par la Commission canadienne de sécurité nucléaire pourraient augmenter ces coûts. L'audition de la commission prévue pour le printemps 2003 pourrait réduire les incertitudes reliées aux coûts, mais il faut reconnaître que les obligations reliées à la réhabilitation des mines d'uranium ont considérablement évoluées depuis la fermeture de Beaverlodge et pourraient continuer à évoluer au cours des prochaines années.

GEN n'a pas de passif connu pour le moment; son principal actif sera toutefois probablement vendu aux États-Unis et au Canada au moyen de plusieurs appels publics à l'épargne ou d'autres types de vente. Conformément aux lois américaines et canadiennes, les actionnaires qui se départissent de leurs actions pourraient devoir assumer une certaine responsabilité à l'égard des acheteurs dans certaines circonstances.

Les 140 millions d'actions ordinaires de GM que détient GEN sont exposées au risque de marché, au risque de taux de change et à d'autres risques liés à la production et à la distribution mondiale d'automobiles. Chaque variation de cours du taux de change d'un dollar américain par action entraîne un écart de la valeur de l'investissement de 140 millions de dollars canadiens. De la même façon, une variation de 0,01 \$ CAN dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entraîne un écart de la valeur des avoirs dans GM de l'ordre de 31 millions de dollars au taux de change au mois de septembre 2012. Toutefois, de telles variations de valeur n'ont pas de répercussions sur le flux net de trésorerie ni sur les profits tant qu'il n'y a pas de vente réelle. Les variations de la valeur des actions figurent au poste des Autres éléments du résultat étendu, présenté en détail dans l'État du résultat étendu. La stratégie et l'analyse de désaisissement de la CDIC tient compte des risques associés au marché et des risques de change. Ni la CDIC ni GEN n'a eu recours à des opérations de couverture pour neutraliser les variations du cours des actions de GM ou du taux de change.

La CDIC n'a pas de passif majeur connu pour le moment.

6.0 SECTION FINANCIÈRE

6.1 IFRS

En 2011, la CDIC a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'é émises par Le Conseil des normes comptables (CNC).

Les états financiers consolidés 2011 de la CDIC y inclus les chiffres comparatifs de 2010 ont été préparés selon les normes IFRS.

6.2 Aperçu financier pour 2012

La CDIC prévoit un bénéfice consolidé de 176 millions de dollars pour 2012 dont 160 millions de dollars proviennent de la SGCH. Elle prévoit verser 148 millions de dollars en dividendes pour 2012 dont 35 millions de dollars proviennent des dividendes sur les actions privilégiées de GM et 113 millions de dollars des bénéfices de la SGCH. A la fin de l'exercice 2012, la CDIC prévoit une réserve d'encaisse non consolidée d'environ 20 millions de dollars afin de subvenir aux besoins de ses obligations. CEI détient des liquidités d'environ 4 millions de dollars et la SGCH possède des liquidités de 60 millions de dollars.

Ce plan d'entreprise comprend les projections financières quinquennales pro-forma (pour l'exercice financier clos le 31 décembre) qui suivent :

Tableau 1 - Bilan pro-forma de la situation financière

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres

Tableau 4 - État pro forma du résultat global

Tableau 5 - Tableau pro forma des activités

Les principales hypothèses contenues dans le plan d'entreprise sont décrites à la section 6.4.

6.3 Rapports financiers trimestriels

La CDIC émet et publie des états financiers trimestriels qui sont affichés en français et en anglais sur le site Web de la CDIC (www.cdicci.ca) dans les soixante jours suivant la fin de chaque trimestre.

6.4 Principales hypothèses des prévisions financières

Le présent plan d'entreprise repose sur les hypothèses suivantes.

Corporation de développement des investissements du Canada (non consolidés)

- 1) Frais d'exploitation – Les prévisions financières supposent que la direction et le conseil d'administration continueront de gérer les frais de près. Les frais d'administration devraient atteindre 2 millions de dollars annuellement durant toute la période de planification soit un montant semblable aux prévisions de 2012. La diminution par rapport à 2,4 millions de dollars en 2011 est principalement attribuable à la diminution des frais juridiques, des frais de vérification et des frais de bureau.

- 2) Revenu de dividendes – La SGCH et GEN verseront des dividendes à la CDIC. Les dividendes qui devaient être versés par la SGCH au cours des cinq prochaines années sont les suivants :

2013	147 millions de dollars
2014	136 millions de dollars
2015	132 millions de dollars
2016	111 millions de dollars
2017	90 millions de dollars

Le revenu de dividendes annuel prévu de GEN est de 36 millions de dollars américains (36 millions de dollars canadiens) jusqu'à la fin de 2014. La CDIC versera sous forme de dividendes le produit des dividendes reçus des filiales, sujet au maintien d'une position de trésorerie d'environ 20 millions de dollars.

- 3) Taux de change – Pour la période visée par le plan, soit de 2013 à 2017, le taux de change utilisé pour la CDIC et toutes ses filiales est le suivant : 1 \$ US = 1 \$ CAN.

Société de gestion Canada Hibernia

- 4) Frais et bénéfices d'exploitation – Les frais et les bénéfices d'exploitation sont présentés en détail à l'annexe B.
- 5) Dividendes versés – La SGCH versera ses dividendes à sa société mère, comme susmentionné.

Canada Eldor Inc.

- 6) Frais d'exploitation – Les frais d'exploitation de CEI devraient s'établir à 400 000 dollars en 2013 et à 300 000 dollars par année, de 2014 à 2017. On prévoit des frais plus élevés en 2013 suite à la préparation et à la participation aux audiences de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.
- 7) Remise en état des lieux (Beaverlodge) – CEI a constitué une provision d'environ 11 millions de dollars pour le déclassement du site de Beaverlodge, qui était prévu en 2021 mais qui pourrait être retardé suite à des discussions entreprises avec Cameco.
- 8) Prestations des retraités – Les dépenses annuelles liées aux obligations de payer les avantages sociaux et les frais d'administration sont évaluées à 200 000 dollars.
- 9) Litige – Aucune somme n'a été prévue à l'égard des poursuites dont CEI fait l'objet mis à part le paiement des honoraires des conseillers juridiques.

- 10) Trésor – Le taux d'intérêt s'appliquant aux fonds de CEI versés dans le compte spécial du Trésor représente 90 % de celui des bons du Trésor à 90 jours du gouvernement du Canada.

Corporation d'investissement GEN du Canada

- 11) Au titre des prévisions financières au plan d'entreprise, GEN n'émet pas de prévisions quant au moment où les actions ordinaires de GM seront vendues car ce moment sera déterminé par la conjoncture du marché.
- 12) Revenu de dividendes – GEN s'attend à recevoir des dividendes annuels de 36 millions de dollars américains, ou environ 36 millions de dollars canadiens, en supposant un taux de change de 1 \$ CAN pour 1 \$ US, jusqu'à ce que les actions soient rachetées en 2014.
- 13) Actions privilégiées de GM – Les actions privilégiées devraient être rachetées par GM à la fin de 2014 à une valeur nominale de 25 \$ US l'action, ou 403 millions de dollars américains.

6.5 Budget des investissements

Ni la CDIC ni ses filiales en propriété exclusive, à savoir la SGCH, CEI et GEN, n'auront besoin de budgets d'investissements pour l'exercice 2013.

Tableau 1 - Bilan pro forma de la situation financière
en millions de dollars (31 déc.)

	2011	2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Actifs								
Actifs courants								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	73,00	93,46	85,29	85,22	85,43	85,33	84,98	84,68
Créances	33,12	24,16	27,06	3,39	3,39	3,39	3,39	3,39
Autres	22,64	8,32	7,54	7,11	6,70	6,40	6,35	6,83
	128,76	125,94	119,88	95,72	95,52	95,12	94,72	94,90
Actifs non courants								
Sommes déposées dans un compte du Trésor du Canada	117,41	113,64	119,52	116,96	116,41	115,70	114,74	113,24
Immobilisations corporelles	139,14	119,45	159,77	170,31	167,30	196,27	210,12	238,07
Sommes détenues en mains tierces	5,55	4,23	5,97	5,97	5,97	5,97	5,97	5,97
Placements	3 315,21	3 245,00	3 776,03	3 770,03	3 362,03	3 362,03	3 362,03	3 362,03
Actifs d'impôt différé	1,19	-	3,41	0,91	4,11	-	7,75	4,07
	3 578,50	3 482,32	4 064,70	4 064,19	3 655,82	3 679,97	3 700,61	3 723,38
	3 707,26	3 608,26	4 184,58	4 159,91	3 751,34	3 775,09	3 795,33	3 818,28
Passifs et capitaux propres								
Passifs courants								
	64,74	50,20	27,83	24,52	22,40	22,11	22,06	22,54
Passifs non courants								
	83,75	58,87	97,42	94,42	94,43	96,93	97,01	98,00
Capitaux propres								
Capital social	-	-	-	-	-	-	-	-
Surplus d'apport	3 216,29	3 892,18	3 216,29	3 216,29	2 813,79	2 813,79	2 813,79	2 813,79
Déficit accumulé	(402,74)	(1 093,98)	(375,00)	(393,36)	(397,33)	(375,78)	(355,56)	(334,10)
Cumul des autres éléments du résultat global	745,22	700,98	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04
	3 558,77	3 499,18	4 059,33	4 040,98	3 634,50	3 656,05	3 676,27	3 697,73
	3 707,26	3 608,26	4 184,58	4 159,91	3 751,34	3 775,09	3 795,33	3 818,28

Note - se reporter à l'annexe B pour les états financiers détaillés de la SGCH

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie
en millions de dollars (31 déc.)

	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>
	<u>Chiffres réels</u>	<u>Plan</u>	<u>Prévisions</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :								
Activités opérationnelles								
Bénéfice net (perte)	335,59	170,12	176,13	158,95	160,35	147,16	124,91	105,95
Éléments sans effet sur la trésorerie								
Profit réalisé sur la vente de placements	(112,31)	-	-	-	-	-	-	-
Dédutions hors trésorerie - SGCH	31,38	32,46	33,96	38,52	46,72	43,43	32,22	43,50
Dédutions hors trésorerie - autre	(0,91)	-	(0,49)	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur des actifs	(5,00)	14,00	12,00	6,00	5,50	-	-	-
Variation des autres provisions	1,98	-	(16,60)	(2,19)	(1,77)	(1,33)	(1,04)	(0,99)
Règlement d'une obligation liée à l'abandon	(2,85)	(3,83)	(3,15)	(1,56)	(0,79)	-	-	-
	247,89	212,75	201,86	199,72	210,02	189,26	156,09	148,46
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	4,89	(30,82)	(17,65)	20,92	0,02	0,01	-	0,01
	252,78	181,93	184,21	220,64	210,04	189,27	156,09	148,47
Activités de financement								
Dividendes versés - SGCH	(197,00)	(124,00)	(113,00)	(142,00)	(131,83)	(125,61)	(104,69)	(84,49)
Dividendes versés - GEN	(83,28)	(33,00)	(35,40)	(35,30)	(32,50)	-	-	-
Dividendes versés - Chrysler	(112,59)	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	(392,87)	(157,00)	(148,40)	(177,30)	(164,33)	(125,61)	(104,69)	(84,49)
Surplus d'apport remboursé	(20,00)	-	-	-	(402,50)	-	-	-
Variation nette du compte du Trésor du Canada	(0,22)	9,79	13,78	3,78	1,81	1,83	1,84	1,86
Paiements au titre des obligations liées à des contrats de location	(1,43)	(1,82)	(1,66)	(1,86)	(1,71)	-	-	-
	(414,52)	(149,03)	(136,28)	(175,38)	(566,73)	(123,79)	(102,85)	(82,64)
Activités d'investissement								
Produit tiré de la vente de placements	132,31	-	-	-	402,50	-	-	-
Achat d'immobilisations corporelles	(30,34)	(31,98)	(36,30)	(44,52)	(44,77)	(64,75)	(52,75)	(65,29)
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en mains tierces	0,14	-	1,46	-	-	-	-	-
Fonds - abandon et risque	2,75	(0,95)	(0,80)	(0,81)	(0,82)	(0,83)	(0,83)	(0,84)
	104,86	(32,93)	(35,64)	(45,33)	356,91	(65,58)	(53,58)	(66,13)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(56,89)	(0,03)	12,29	(0,07)	0,22	(0,10)	(0,34)	(0,31)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	129,88	93,49	73,00	85,29	85,22	85,43	85,33	84,98
Trésorerie à la clôture de l'exercice	73,00	93,46	85,29	85,22	85,43	85,33	84,98	84,68

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres
en millions de dollars (31 déc.)

	2011	2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Capital-actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Surplus d'apport à l'ouverture de l'exercice	3 912,18	3 892,18	3 216,29	3 216,29	3 216,29	2 813,79	2 813,79	2 813,79
Dividendes	(20,00)	-	-	-	(402,50)	-	-	-
Transfert au déficit accumulé	(675,89)	-	-	-	-	-	-	-
Surplus d'apport à la clôture de l'exercice	3 216,29	3 892,18	3 216,29	3 216,29	2 813,79	2 813,79	2 813,79	2 813,79
Déficit accumulé à l'ouverture de l'exercice	(1 021,72)	(1 107,10)	(402,74)	(375,00)	(393,36)	(397,33)	(375,78)	(355,56)
Bénéfice net	335,59	170,12	176,13	158,95	160,35	147,16	124,91	105,95
Gains actuariels	0,37	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes - GEN	(83,28)	(33,00)	(35,40)	(35,30)	(32,50)	-	-	-
Dividendes - CHHC	(197,00)	(124,00)	(113,00)	(142,00)	(131,83)	(125,61)	(104,69)	(84,49)
Dividendes - Chrysler	(112,59)	-	-	-	-	-	-	-
Transfert du surplus d'apport	675,89	-	-	-	-	-	-	-
Déficit accumulé à la clôture de l'exercice	(402,74)	(1 093,98)	(375,00)	(393,36)	(397,33)	(375,78)	(355,56)	(334,10)
Cumuls des autres éléments du résultat global à l'ouverture de l'exercice	2 659,29	768,35	745,22	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04
AERG - Chrysler	(112,31)	-	-	-	-	-	-	-
AERG - GM	(1 801,76)	(67,37)	472,82	-	-	-	-	-
Cumuls des autres éléments du résultat global à la clôture de l'exercice	745,22	700,98	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04	1 218,04
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	3 558,77	3 499,18	4 059,33	4 040,98	3 634,50	3 656,05	3 676,27	3 697,73

Tableau 4 - État pro forma du résultat global
en millions de dollars (31 déc.)

	2011	2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	<u>Chiffres réels</u>	<u>Plan</u>	<u>Prévisions</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>
CDIC (non consolidé)								
Bénéfice net opérationnel (perte opérationnelle) 1)	(5,58)	(6,17)	(6,84)	(6,07)	(5,68)	(5,72)	(5,75)	(5,79)
Profit sur la vente de Chrysler	112,31	-	-	-	-	-	-	-
	106,73	(6,17)	(6,84)	(6,07)	(5,68)	(5,72)	(5,75)	(5,79)
CEI								
Bénéfice net opérationnel (perte opérationnelle) 1)	(0,37)	(0,08)	(0,02)	(0,06)	(0,09)	(0,10)	(0,12)	(0,13)
Déchets historique	(2,94)	-	-	-	-	-	-	-
Coût des prestations de retraite	(0,13)	(0,12)	(0,09)	(0,09)	(0,09)	(0,09)	(0,09)	(0,09)
Coûts liés à la remise en état des lieux	(0,47)	-	(0,34)	(0,32)	(0,30)	(0,28)	(0,26)	(0,24)
	(3,91)	(0,20)	(0,45)	(0,48)	(0,48)	(0,47)	(0,47)	(0,46)
GEN								
Bénéfice net opérationnel (perte opérationnelle) (1)	34,53	33,04	35,09	35,31	35,31	(0,92)	(0,92)	(0,92)
Perte de change	(0,09)	-	-	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction	5,00	(14,00)	(12,00)	(6,00)	(5,50)	-	-	-
	39,44	19,04	23,09	29,31	29,81	(0,92)	(0,92)	(0,92)
CHHC								
Bénéfice net opérationnel (2)	193,32	157,45	160,33	136,19	136,70	154,26	132,05	113,12
Bénéfice net	335,59	170,12	176,13	158,95	160,35	147,16	124,91	105,95
Autres éléments du résultat global								
Gains actuariels	0,37	-	-	-	-	-	-	-
Variation latente de la juste valeur - Chrysler	(112,31)	-	-	-	-	-	-	-
Variation latente de la juste valeur - GM	(1 801,76)	(67,37)	472,82	-	-	-	-	-
	(1 913,70)	(67,37)	472,82	-	-	-	-	-
Résultat global	(1 578,11)	102,75	648,96	158,95	160,35	147,16	124,91	105,95

(1) voir tableau 5 - Budget opérationnel pour plus de détails

(2) voir Annexe B

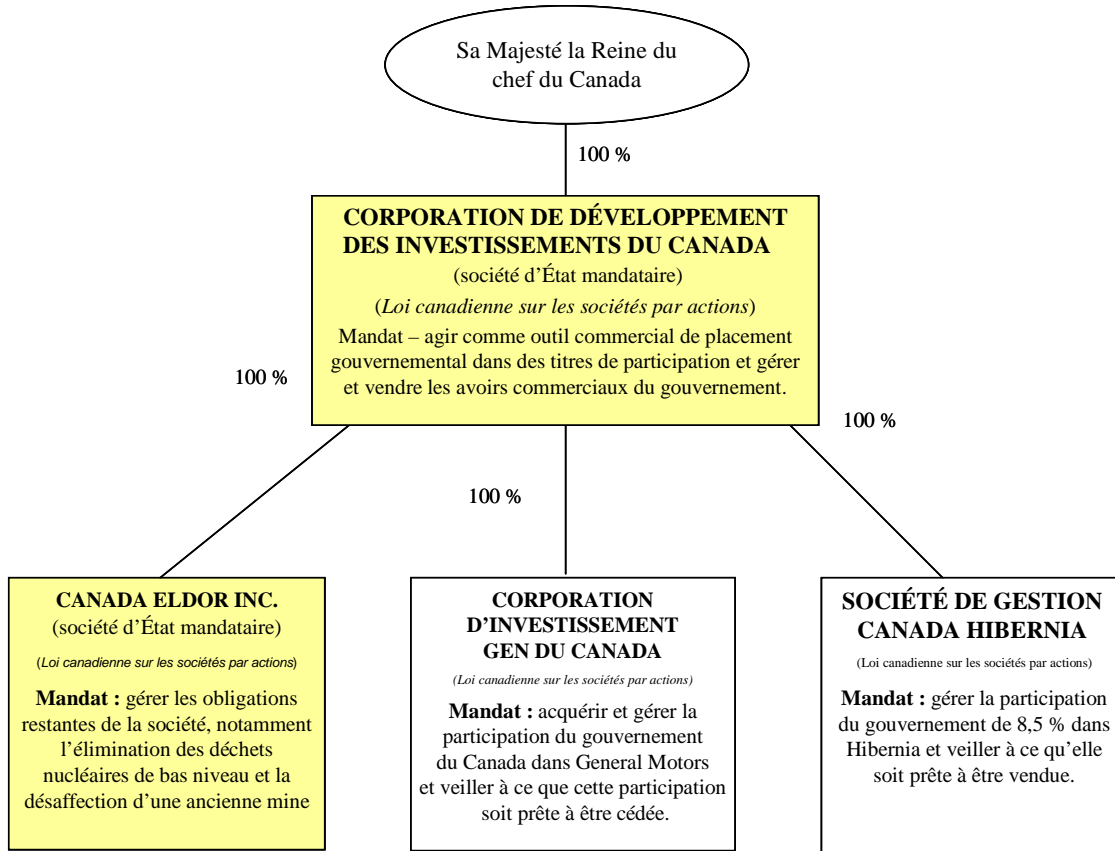
Tableau 5 - Tableau pro forma des activités
 en millions de dollars (31 déc.)

	2011	2012	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	<u>Chiffres réels</u>	<u>Plan</u>	<u>Prévisions</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>
CDIC (non consolidé)								
Bénéfice opérationnel								
Revenus d'intérêts	0,57	0,20	0,24	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20
Honoraires de gestion	0,14	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12
	0,71	0,32	0,36	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32
Charge opérationnelle								
Administration	2,69	4,50	5,20	4,45	4,00	4,00	4,00	4,00
Honoraires de professionnels	0,86	0,48	0,44	0,40	0,42	0,42	0,42	0,42
Salaires et avantages du personnel	1,13	1,19	1,17	1,21	1,24	1,28	1,31	1,35
Autres charges	1,61	0,32	0,38	0,34	0,35	0,35	0,35	0,35
	6,29	6,49	7,20	6,39	6,01	6,04	6,08	6,11
Perte opérationnelle	(5,58)	(6,17)	(6,84)	(6,07)	(5,68)	(5,72)	(5,75)	(5,79)
CEI								
Bénéfice opérationnel								
Revenus d'intérêts	0,10	0,10	0,09	0,06	0,05	0,06	0,05	0,05
Intérêts sur un compte du Trésor du Canada	0,33	0,30	0,22	0,22	0,19	0,18	0,16	0,15
	0,43	0,40	0,31	0,28	0,24	0,23	0,21	0,20
Charge opérationnelle								
Honoraires de professionnels	0,74	0,43	0,28	0,30	0,28	0,28	0,28	0,28
Salaires et avantages du personnel	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
Autres charges	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
	0,80	0,48	0,33	0,35	0,33	0,33	0,33	0,33
Perte opérationnelle	(0,37)	(0,08)	(0,02)	(0,06)	(0,09)	(0,10)	(0,12)	(0,13)
GEN								
Bénéfice opérationnel								
Revenus de dividendes	36,12	35,03	36,14	36,23	36,23	-	-	-
	36,12	35,03	36,14	36,23	36,23	-	-	-
Charge opérationnelle								
Honoraires de professionnels	1,56	1,95	1,01	0,89	0,89	0,89	0,89	0,89
Salaires et avantages du personnel	0,03	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Autres charges	0,01	0,02	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	1,59	1,99	1,04	0,92	0,92	0,92	0,92	0,92
Bénéfice net opérationnel (perte opérationnelle)	34,53	33,04	35,09	35,31	35,31	(0,92)	(0,92)	(0,92)
SGCH								
Total des produits	326,18	291,81	287,25	263,61	264,83	284,86	237,43	224,36
Total des charges	52,13	58,58	61,39	67,64	73,64	64,55	67,75	66,21
Impôt sur le résultat	80,73	75,78	65,53	59,78	54,49	66,05	37,63	45,03
Bénéfice net opérationnel	193,32	157,45	160,33	136,19	136,70	154,26	132,05	113,12
Total du bénéfice net opérationnel (perte opérationnelle)	221,90	184,24	188,57	165,37	166,25	147,53	125,27	106,29

Note - se reporter à l'annexe B pour le budget opérationnel de la SGCH

Annexe A

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA



Remarque : PPP Canada Inc. a été déclarée société d'État mère et la CDIC, bien qu'elle soit l'unique actionnaire de PPP Canada Inc., n'est plus responsable de sa gestion.

Annexe A (suite)

Conseil d'administration

N. William C. Ross, LL.M. (2) (3)

Président
Corporation de développement des
investissements du Canada
Président émérite et associé
WeirFoulds LLP
Toronto (Ontario)

Mary Beth Montcalm, PhD (2)

Administrateur
Toronto (Ontario)

John James Hillyard, MBA (3)

Administrateur
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

Mary Ritchie, FCA (1)

Chef de la direction
Richford Holdings Ltd.
Edmonton (Alberta)

Ted Howell, CA, MBA (1) (3)

Haronger Partners Inc.
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

Benita M. Warmbold, FCA (1) (2)

Première vice-présidente et chef de
l'exploitation
Office d'investissement du régime de pensions
du Canada
Toronto (Ontario)

Comités du conseil

- (1) Comité de vérification
- (2) Comité de mise en candidature et de gouvernance
- (3) Comité de rémunération

Dirigeants

Michael Carter

Vice-président exécutif

Andrew StafI, CA

Vice-président, Finances

Zoltan Ambrus

Vice-président

Patrice Walch-Watson

Secrétaire général

Annexe B

SGCH

SOCIÉTÉ DE GESTION CANADA HIBERNIA

Une filiale en propriété exclusive de

**La Corporation de développement
des investissements du Canada**

PLAN D'ENTREPRISE SOMMAIRE POUR LA PÉRIODE 2013 – 2017

Décembre 2012

Table des matières

	Page
1.0 Le projet Hibernia - Résumé	3
2.0 Revue des activités de 2012	5
3.0 Activités de commercialisation et de transport	7
4.0 Gestion du risque	7
5.0 Organisation	7
6.0 Objectifs de 2013	8
7.0 Informations financières - plan d'entreprise 2013	8
7.1 Survol financier	
7.2 Normes internationales d'information financière (IFRS)	
7.3 Etats financiers pro forma 2013	

1.0 Le projet Hibernia - Résumé

La Société de gestion Canada Hibernia ("SGCH") est une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada ("CDIC"), une société d'état fédérale.

La SGCH a été constituée en mars 1993 aux seules fins de détenir, de gérer, d'administrer et d'exploiter la participation directe de 8,5 % qu'elle a acquise par suite du retrait de Gulf Canada du projet Hibernia. Même si le champ pétrolifère Hibernia a été découvert en 1979, la production de pétrole n'y a commencé qu'en novembre 1997, la construction des installations de champ ayant été terminée plus tôt cette année là.

Hibernia a été une entreprise très fructueuse. L'excédent des liquidités sur les besoins opérationnels a servi dans un premier temps à rembourser les crédits parlementaires de 431 millions de dollars et ensuite à verser des dividendes à son actionnaire. La SGCH prévoit qu'elle aura versé des dividendes cumulatifs de 1,66 milliards de dollars à la fin de 2012.

Les prévisions du plan d'entreprise de 2013 prévoient que la SGCH versera 147 millions de dollars en dividendes basé sur les prix du pétrole de septembre 2012, soit une augmentation par rapport aux 119 millions de dollars prévus en 2012. L'augmentation du dividende en 2013 est dû au fait que la dernière cargaison de 2012 a été comptabilisée en 2013 ce qui a pour effet de diminuer le résultat de 2012 et d'augmenter celui de 2013.

L'objectif de la SGCH est double :

- gérer sa participation dans le projet de mise en valeur du champ pétrolifère extracôtier Hibernia de manière à atteindre un rendement optimal, tout en veillant à ce que les obligations financières et autres associées à son investissement soient respectées;
- procéder au dessaisissement de la participation dans le projet Hibernia à la demande de l'actionnaire.

La SGCH atteint le premier de ces deux objectifs en s'acquittant de son rôle de propriétaire non exploitant de la coentreprise du projet Hibernia et en gérant la commercialisation et le transport de sa quote-part du pétrole brut d'Hibernia. Elle s'acquitte en partie de son rôle en participant au comité de direction d'Hibernia, au comité d'exploitation du secteur unitaire et aux comités d'affaires et techniques d'Hibernia qui supervisent la planification et les opérations. La SGCH gère aussi sa participation de 25 % dans l'affrètement à temps du MT Mattea, son engagement de la capacité contractuelle au Newfoundland Transshipment Terminal Ltd. (NTL), la vente de ses cargaisons de brut d'Hibernia ainsi que la logistique afférente au transport.

Les flux de trésorerie de la SGCH proviennent uniquement de la production et des actifs d'Hibernia, lesquels incluent une quote-part de la production du gisement Hibernia, des

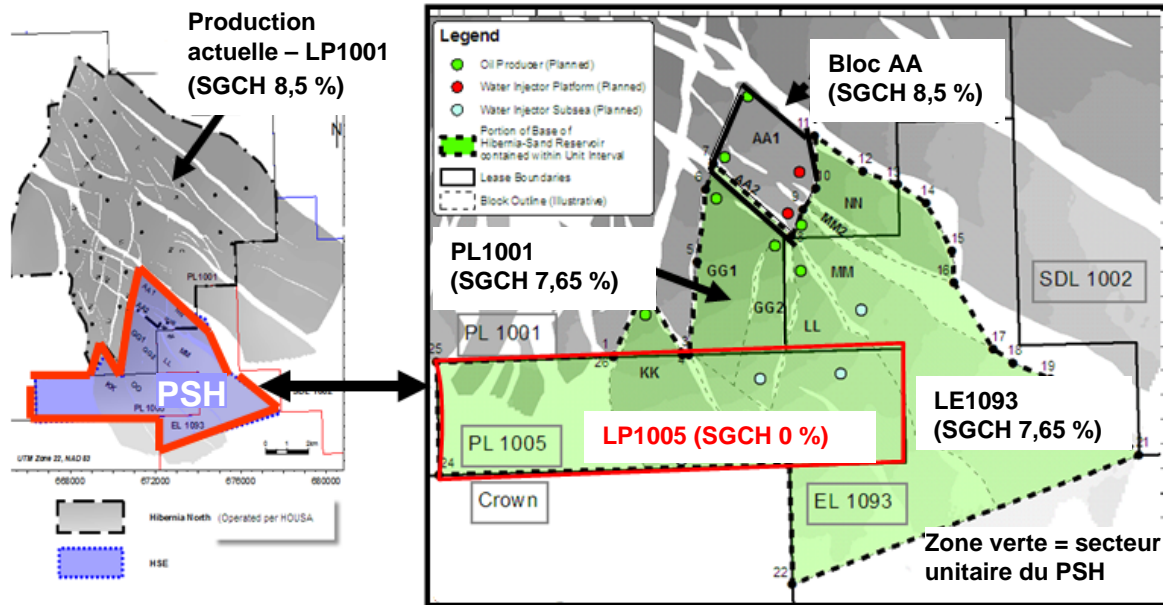
revenus tirés de la plateforme Hibernia, du pétrolier et de son engagement de capacité contractuelle réservée avec NTL.

S'il est vrai que la part initiale du financement de la SGCH a été obtenue grâce à des crédits du gouvernement fédéral, le financement provient depuis 1998 de la vente de la quote-part de pétrole brut que la SGCH produit à Hibernia. La SGCH doit avoir suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'immobilisation et d'exploitation, les redevances, les impôts et les taxes, ses frais administratifs et ses frais d'abandon futur sans devoir demander d'autres crédits à l'actionnaire. La SGCH doit également payer des impôts fédéraux et provinciaux sur le revenu, des redevances et une participation aux bénéfices nets au même titre que toute entreprise privée.

Le champ pétrolifère Hibernia se compose de la zone visée par la licence de production LP1001, qui avait été approuvée dans un premier temps aux fins de la mise en valeur, et du nouveau prolongement de la zone sud Hibernia (PSH), qui comprend des parties de la licence LP1001 et la totalité des licences LP1005 et LE1093 (présentement en voie de conversion à une licence d'exploitation). La participation de la SGCH dans la partie LP 1001 ainsi que dans les parties du secteur non unitaire de la nouvelle zone du PSH visée par la licence LP1001 est de 8,5 %. Les autres propriétaires de ces zones visées par la licence LP1001 sont Exxon Mobil (33,125 %), Chevron (26,875 %), Suncor (20,0 %), Murphy (6,5 %) et Statoil (5,0 %).

En 2009, les propriétaires ont convenu de mettre en commun leurs participations et de constituer le prolongement de la zone sud d'Hibernia (secteur unitaire du PSH). En février 2010, Nalcor a acquis une participation de 10 % dans les capitaux propres de tous les propriétaires d'Hibernia en proportion de leur participation directe respective dans certains terrains désignés du PSH. Nalcor possède donc maintenant une participation initiale directe de 10 % dans le secteur unitaire du PSH.

Le schéma qui suit indique les participations directes de la SGCH dans la production actuelle de la concession visée par la licence LP1001 et la zone du bloc AA du secteur non unitaire du PSH visée par la licence LP1001 ainsi que la participation directe qui en résulte dans le secteur unitaire des concessions visées par les licences LP1001 et LE1093 après la vente à Nalcor. La participation directe initiale de la SGCH dans le secteur unitaire est de 5,08482 %; elle sera recalculée de nouveau selon le processus de rajustement prévu dans l'accord d'union. Le secteur unitaire du PSH comprend les zones visées par les licences LP1005 (SGCH 0 %), LE1093 (présentement en processus de conversion à une licence d'exploitation) (SGCH 7,65 %) et LP1001 (SGCH 7,65 %). La zone du secteur unitaire du PSH est indiquée en vert.



La Société d'exploitation et de développement d'Hibernia (SEDH) exploite ce projet pour le compte des propriétaires, et Exxon Mobil Corporation assure les services techniques, administratifs et de gestion aux termes d'un contrat. Le secteur unitaire du PSH est exploité de la même manière.

Toutes les activités entreprises à ce jour et visées par le présent plan d'entreprise s'inscrivent dans le mandat de la SGCH.

2.0 Revue des activités de 2012

Les produits d'exploitation de la SGCH en 2012 devraient se chiffrer à 460 millions de dollars selon les prévisions comparativement à un budget original 479 millions de dollars au budget. Les dividendes devraient représenter 119 millions de dollars en 2012 comparativement à 129 millions de dollars prévus au budget. Le plan de production a presque été atteint si ce n'est que la dernière cargaison de 2012 a été comptabilisée dans la première semaine du mois de janvier 2013.

En 2012, la production quotidienne devrait atteindre 136 000 bpj comparativement à 140 000 bpj selon le budget. La révision tri-annuelle de la plateforme qui a débuté le 15 août 2012 a dû être prolongée de dix jours de plus que les vingt un jours prévus à l'origine à cause de conditions climatiques et d'entretien plus compliquées que prévu.

Le prix moyen annuel du pétrole brut en 2012, soit \$115 CAD /baril sera sensiblement plus élevé qu'au budget (\$111 CAD/baril). Les frais administratifs et généraux de 2011 devraient s'établir à 2,73 millions de dollars. Les produits d'exploitation de l'année réels ainsi que les autres renseignements financiers peuvent varier des prévisions originales.

Les charges d'exploitation totales d'Hibernia sont légèrement supérieures aux prévisions, principalement en raison des coûts relatifs aux champs et des coûts indirects. La quote-part des charges d'exploitation qui reviendra à la SGCH en 2012 sera de 20 millions de dollars.

En 2012, la SGCH a payé, au titre des redevances, un taux net de 30 % à l'égard du secteur non unitaire Hibernia, un taux net de 42,5 % pour les blocs AA, un taux variable allant jusqu'à 42,5 % pour la partie du secteur unitaire du PSH visée par la licence LP1001 et un taux brut de 5 % pour la production du secteur unitaire du PSH visée par la licence LE1093 à la province. De plus, la SGCH a versé une PBN de 10 % au Canada.

En 2012, on a continué à mettre en place les recommandations de l'enquête Offshore Helicopter Safety Inquiry (OSHI, enquête sur la sécurité des hélicoptères dans les zones extracôtières) de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers à la suite de l'écrasement tragique d'un hélicoptère qui transportait des travailleurs au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador le 12 mars 2009.

En 2013, les dépenses en immobilisations seront inférieures au budget dû au report de certains projets de dépenses en immobilisations (surtout le projet d'ascension par poussée de gaz), les projets de reconditionnement de puits, et les abandons lesquels seront contrebalancés par des frais de forage supérieurs pour tirer avantage de nouvelles occasions de forage. La quote-part des dépenses d'immobilisations de la SGCH en 2013 sera de 45 millions de dollars.

La construction du nouveau système d'ascension par poussée de gaz pour améliorer la productivité des puits se poursuit et devrait être complétée en 2014. Le centre de forage excavé a été complété en 2012 pour le début en 2013 des opérations de forage sous-marines dans le secteur unitaire du PSH.

En ajout aux dépenses récurrentes et importantes en immobilisations dans Hibernia, la principale activité des propriétaires en 2012 a été la poursuite du développement et de la mise en œuvre du secteur unitaire du PSH qui a été sanctionné en 2011.

Les deux premiers puits pétrolifères du secteur du PSH forés en 2011 ont continué à produire en 2012, sujet à une production réduite à cause de problèmes de pression des réservoirs. Ces contraintes de production devraient s'amenuiser en 2014 lorsque les puits d'injection par eau correspondants seront en opération. Les propriétaires d'Hibernia poursuivront donc leurs efforts de mise-en-œuvre du secteur du PSH tout en optimisant la valorisation et la production du champ pétrolifère existant d'Hibernia.

Le forage de paires de puits producteurs et injecteurs additionnels dans le secteur du PSH générera une production additionnelle importante. Le plan de mise-en-œuvre du secteur du PSH implique le forage de puits d'injection d'eau en utilisant une plateforme flottante de forage, le forage de puits producteurs à partir de la plateforme et l'établissement d'un raccordement par pipeline entre ces puits et la plateforme Hibernia.

La mise-en-oeuvre des unités d'intervalles du secteur unitaire du PSH additionnels a continué en 2012 avec pour objectif d'obtenir une approbation à la fin de 2012 ou au début de 2013.

Les propriétaires d'Hibernia évaluent présentement d'autres propositions de développement et de mise-en-valeur de blocs de réservoir pour le BNA dans le secteur non unitaire du champ pétrolifère Hibernia. On pourrait prendre des décisions à ce sujet en 2013 ou en 2014.

3.0 Activités de commercialisation et de transport

Le prix que la SGCH reçoit pour son pétrole est associé au prix de référence du Dated Brent qui est utilisé aux fins de l'établissement des prix d'approvisionnement aux raffineries qui ont accès au pétrole brut acheminé par bateau. Le prix du Brent fluctue en fonction de l'offre et de la demande à l'échelle internationale, notamment en fonction d'un vaste éventail de facteurs géopolitiques, et il est fixé en dollars américains.

La SGCH poursuit sa participation avec les autres propriétaires d'Hibernia et des Grands bancs dans des discussions visant le développement à long terme d'une entente de partage du pétrolier et des coûts de transport pétrolier.

4.0 Gestion du risque

Le présent plan d'entreprise témoigne des incertitudes normales associées à l'établissement du prix du pétrole brut, aux dépenses en immobilisations, aux charges d'exploitation et au rendement des couches pétrolifères. De ces variables, celles qui suivent sont considérées importantes pour le plan d'entreprise de 2013 de la SGCH.

- Risques liés à l'exploitation et à la technique
- Risque lié au prix des marchandises
- Risques de taux de change
- Risques liés aux règlements et aux redevances
- Enjeux et risques environnementaux
- Fonds de réserve pour l'abandon et les risques

Les principales variables imprévisibles pour les projets d'expansion ont trait à la qualité de la couche pétrolifère, à l'épaisseur de la couche pétrolifère, à la connectivité entre les puits et à la profondeur du contact pétrole-eau.

5.0 Structure organisationnelle

Depuis sa création en 1992, la SGCH a eu pour seul effectif un petit nombre de professionnels chevronnés du secteur de l'énergie. À la fin de 2012, le personnel comprenait sept employés à temps plein et à temps partiel et un consultant à temps partiel. Elle a également recours, au besoin, à des services conseils pour l'évaluation des couches pétrolifères, des services juridiques, des services de vérification et d'assurance, des services administratifs et d'autres services conseils.

6.0 Objectifs de 2013

Les objectifs et les stratégies de la SGCH se concentrent sur l'ensemble des activités d'Hibernia. La SGCH travaille en partenariat avec les autres propriétaires d'Hibernia afin de préserver et de valoriser l'actif Hibernia.

7.0 Données financières – Plan d'entreprise 2013

7.1 Aperçu de la situation financière

En 2013, la SGCH prévoit que la production d'Hibernia sera de 134 400 bpj en moyenne, ce qui se traduira par la vente de 4,2 millions de barils pour le compte de la SGCH.

La SGCH prévoit générer des produits d'exploitation de 422 millions de dollars canadiens pour l'année 2013; cette prévision a été calculée sur un prix moyen du Dated Brent de 100 \$ US le baril et un taux de change de 1.00 \$, établi par une tierce-partie en septembre 2012.

Selon les prévisions, la quote-part des dépenses de la SGCH au titre du projet pour 2013 devrait se chiffrer à 30 millions de dollars pour l'exploitation (champ et puits, assurance, transport et administration, moins les frais de gestion des installations et les intérêts créditeurs). Les flux de trésorerie d'exploitation nets devraient s'établir à 175 millions de dollars, déduction faite des redevances de 122 millions de dollars, de la PBN de 38 millions de dollars et des impôts et taxes de 57 millions de dollars. Les charges d'exploitation pour Hibernia sont essentiellement des coûts fixes qui ne varient pas beaucoup selon les volumes de production, mais qui sont assujettis aux pressions inflationnistes exercées sur les services pétroliers dans les champs pétrolifères et le calendrier de la fermeture de puits, de l'entretien et du remplacement du matériel.

Selon les prévisions budgétaires, la quote-part de la SGCH au titre des dépenses en immobilisations et des abandons/fermetures est de 45 millions de dollars, ce qui comprend 18 millions de dollars pour le forage, 27 millions de dollars pour les projets d'installations et 2 millions de dollars pour les abandons. Le budget des investissements est composé de fonds pour le forage, pour des équipements d'ascension par gaz, pour la continuation du développement du secteur unitaire du PSH, pour le développement de la partie non-unitaire du champ et pour les coûts relatifs aux abandons.

Selon ces estimations, la SGCH prévoit que des dividendes de 147 millions de dollars seront versés à la CDIC au cours de 2013.

Les flux de trésorerie de la SGCH sont sensibles au prix du pétrole brut, aux taux de change et aux volumes de production. Le tableau suivant expose l'effet de ces facteurs sur les flux de trésorerie annuels pour 2013, après les taxes et les impôts :

<u>Facteur</u>	<u>Fluctuation</u>	<u>Modification des flux de trésorerie de la SGCH après les taxes et les impôts (M\$ CAN)</u>
Prix du pétrole	1,00 \$ US/baril	\$2,00
Taux de change Canada/E. U.	0,01 \$	\$2,00
Volume de production du projet Hibernia	10 000 bpj	\$14,00

* Remarque : Le montant apparaissant ici tient compte du fait que chaque baril additionnel produit durant l'année entraîne une modification des flux de trésorerie. La SGCH répartit les cargaisons de pétrole brut sur la structure à embase-poids en chargements supplémentaires. C'est pourquoi les hausses de production ne se traduisent pas toujours directement par une augmentation des flux de trésorerie au cours d'une année donnée. Une hausse de la production brute d'une plateforme de 10 000 bpj équivaut à 310 250 barils additionnels pour l'année pour la SGCH.

7.2 Normes internationales d'information financière (IFRS)

En 2011, la SGCH a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) émises par le Conseil des normes comptables (CNC). Les états financiers de 2011 de la SGCH ont été préparés selon les normes IFRS, y inclus les chiffres comparatifs de 2010.

Société de gestion Canada Hibernia
États pro forma des flux de trésorerie
Exercices terminés le 31 décembre, 2011-2017
millions \$ CAN

Tableau I

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Chiffres réels	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Actif							
Actif à court terme							
Encaisse et investissements, exploitation	43,41	60,60	60,48	60,00	60,00	60,00	60,00
Débiteurs	32,69	27,06	3,69	3,69	3,69	3,69	3,69
Charges payées d'avance et reportées	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29
Stocks	4,97	4,97	4,97	4,97	4,97	4,97	4,97
Total de l'actif à court terme	81,36	92,92	69,43	68,95	68,95	68,95	68,95
Immobilisations corporelles							
Installations du projet Hibernia	196,91	251,93	296,45	341,22	405,97	458,72	524,01
Transporteur de pétrole brut	13,55	13,55	13,55	13,55	13,55	13,55	13,55
Immobilisations corporelles totales, au coût	210,46	265,48	310,00	354,77	419,52	472,27	537,56
Moins épuisement et amortissement cumulés	(71,32)	(105,71)	(139,69)	(187,47)	(223,25)	(262,15)	(299,49)
Immobilisations corporelles nettes	139,14	159,77	170,31	167,30	196,27	210,12	238,07
Autres éléments d'actif							
Actifs d'impôt différé	1,19	3,41	0,91	4,11	(1,29)	7,75	4,07
Fonds entiercés	5,55	5,97	5,97	5,97	5,97	5,97	5,97
Fonds pour abandon et risques	94,90	95,70	96,51	97,33	98,16	98,99	99,83
Total des autres éléments d'actif	101,64	105,08	103,39	107,41	102,84	112,71	109,87
	322,14	357,77	343,13	343,66	368,06	391,78	416,89
Passif et capitaux propres							
Actif à court terme							
Créditeurs et charges à payer	23,86	22,84	22,16	22,18	22,18	22,18	22,18
Impôts sur le revenu à payer	20,94	0,56	(1,21)	(1,21)	(1,21)	(1,21)	(1,21)
Obligation locative à court terme	1,64	1,85	1,71	-	-	-	-
À payer à l'actionnaire	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30
Total du passif à court terme	46,74	25,55	22,96	21,27	21,27	21,27	21,27
Autres éléments de passif							
Obligation locative à long terme	3,59	1,72	-	-	-	-	-
Impôts sur le revenu futurs	-	-	-	-	-	-	-
Obligations, mise hors service d'actifs	67,64	85,00	85,48	86,83	89,08	91,44	93,92
Total des autres éléments de passif	71,23	86,72	85,48	86,83	89,08	91,44	93,92
Capitaux propres							
Bénéfices non répartis	204,17	245,50	234,69	235,56	257,71	279,07	301,70
Total des capitaux propres	204,17	245,50	234,69	235,56	257,71	279,07	301,70
	322,14	357,77	343,13	343,66	368,06	391,78	416,89

Société de gestion Canada Hibernia
Bilan pro forma de la situation financière
31 décembre, 2011-2017
millions \$ CAN

Tableau II

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	<u>Chiffres réels</u>	<u>Prévisions</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>	<u>Plan</u>
Produits							
Ventes de pétrole brut	521,57	459,87	421,60	420,00	455,40	470,00	451,20
Redevances	(152,58)	(133,52)	(121,84)	(121,38)	(131,61)	(199,75)	(191,76)
Participation au bénéfice net	(46,48)	(41,21)	(38,37)	(38,22)	(44,19)	(39,08)	(40,93)
Ventes nettes de pétrole brut	322,51	285,14	261,39	260,40	279,60	231,17	218,51
Intérêts créditeurs	2,73	1,74	1,56	1,42	1,43	1,43	1,44
Frais d'utilisation des installations	0,94	0,37	0,66	3,01	3,83	4,83	4,41
Total des produits	326,18	287,25	263,61	264,83	284,86	237,43	224,36
Charges							
Champs en exploitation	13,88	20,19	22,98	14,81	15,23	13,63	13,86
Transport	2,84	2,02	5,68	6,09	8,50	10,00	9,60
Administration	2,26	2,73	2,80	2,80	2,79	2,86	2,93
Intérêts – location-acquisition	0,22	0,27	0,16	0,02	-	-	-
Amortissement et épuisement	32,59	34,39	33,98	47,78	35,78	38,90	37,34
Augmentation, désactualisation	1,38	1,79	2,04	2,14	2,25	2,36	2,48
Autres	(1,04)	-	-	-	-	-	-
Total des charges	52,13	61,39	67,64	73,64	64,55	67,75	66,21
Bénéfice net avant impôts	274,05	225,86	195,97	191,19	220,31	169,68	158,15
Impôts sur le revenu							
Impôts sur le revenu futurs	(2,66)	(2,22)	2,50	(3,20)	5,40	(9,04)	3,68
Impôts sur le revenu réels à court terme	83,39	67,75	57,28	57,69	60,65	46,67	41,35
Total des impôts sur le revenu	80,73	65,53	59,78	54,49	66,05	37,63	45,03
Bénéfice net	193,32	160,33	136,19	136,70	154,26	132,05	113,12
Bénéfice non répartis							
Début de l'exercice	227,85	204,17	245,50	234,69	235,56	257,71	279,07
Dividendes	(217,00)	(119,00)	(147,00)	(135,83)	(132,11)	(110,69)	(90,49)
Fin de l'exercice	204,17	245,50	234,69	235,56	257,71	279,07	301,70

Société de gestion Canada Hibernia
États pro forma des flux de trésorerie
Exercices terminés le 31 décembre, 2011-2017
millions \$ CAN

Tableau III

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Chiffres réels	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Activités d'exploitation							
Bénéfice de l'exercice	193,32	160,33	136,19	136,70	154,26	132,05	113,12
Déductions sans effet sur la trésorerie	31,38	33,96	38,52	46,72	43,43	32,22	43,50
Changements du fonds de roulement hors caisse	9,74	(17,65)	20,92	0,02	-	-	-
Activités des puits	(2,85)	(3,15)	(1,56)	(0,79)	-	-	-
	231,59	173,49	194,07	182,65	197,69	164,27	156,62
Activités d'investissement							
Installations du projet Hibernia	(30,34)	(36,30)	(44,52)	(44,77)	(64,75)	(52,75)	(65,29)
Fonds entières	0,14	1,46	-	-	-	-	-
Fonds, abandons et risques	(0,79)	(0,80)	(0,81)	(0,82)	(0,83)	(0,83)	(0,84)
	(30,99)	(35,64)	(45,33)	(45,59)	(65,58)	(53,58)	(66,13)
Activités de financement							
Dividendes versés à la CDIC	(217,00)	(119,00)	(147,00)	(135,83)	(132,11)	(110,69)	(90,49)
Paiements d'obligations locatives	(1,43)	(1,66)	(1,86)	(1,71)	-	-	-
	(218,43)	(120,66)	(148,86)	(137,54)	(132,11)	(110,69)	(90,49)
Évolution de l'encaisse	(17,83)	17,19	(0,12)	(0,48)	-	-	-
Encaisse au début de l'exercice	61,24	43,41	60,60	60,48	60,00	60,00	60,00
Encaisse à la fin de l'exercice	43,41	60,60	60,48	60,00	60,00	60,00	60,00